

DÉCLARATION DE BOYCOTT AU CTL du jeudi 14/01/2021 !!!

Madame la Présidente,

L'annus horribilis 2020 aura sans doute été l'une des pires années de ce début de siècle pour les agents de la DGFIP, avec la crise sanitaire « covid 19 », ses conséquences sur l'organisation des services, le déploiement à marche forcée du télé-travail, mais aussi avec les maux qui détruisent notre Administration Fiscale depuis deux décennies maintenant : poursuite des suppressions d'emplois, des concentrations de services, détérioration des conditions de travail...

Le Projet de Loi de Finances (PLF) prévoit la disparition en 2021 de 1800 emplois à la DGFIP ! Le contrat d'objectifs et de moyens signé entre la DGFIP et la Direction du Budget acte 1600 nouvelles suppressions d'emplois pour 2022, volume minimum pouvant être revu à la hausse !

Solidaires Finances Publiques Aveyron dénonce, une fois de plus, ces suppressions massives d'emplois qui frappent la DGFIP. Alors que l'exceptionnelle crise sanitaire présente met en lumière la nécessité absolue de services publics forts, le gouvernement persiste dans ses choix d'affaiblissement d'une administration régalienne, indispensable à un état républicain au service de l'ensemble des citoyens. Supprimer des postes, et parallèlement recruter du personnel en CDD, pourrait déjà être considéré comme paradoxal. Mais aux yeux de **Solidaires Finances Publiques**, ceci est beaucoup plus grave car cela illustre de façon très concrète ce que souhaitent certains : démanteler le statut de la fonction publique, pour y substituer une structure contractuelle. Inutile de vous dire que **Solidaires Finances Publiques Aveyron** combattra cette politique pernicieuse avec vigueur !

Pour notre département, ce sera donc bien avec – 6 emplois que nous devons assurer nos missions, dans des services déjà asphyxiés par le manque de personnels et par des charges en constante augmentation. Et comme si cela ne suffisait pas, la mise en place à marche forcée du NRP dans un contexte des plus défavorables (crise sanitaire) bouleverse l'ensemble des services.

Comment justifier ce chiffre qui ne repose sur aucune réalité tangible. Tous les indicateurs démontrent en effet que la souffrance au travail n'a jamais été aussi importante dans le département : des postes et services en sous-effectif structurel n'en peuvent plus de la charge de travail. Retard, stress permanent, burn-out, accumulation de jours sur le Compte Épargne Temps (CET), arrêts maladie sont désormais le quotidien des agents.

Ceci ne peut plus durer !

Il vous appartient, en tant que Directrice Départementale et Présidente du Comité Hygiène Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT) de prendre la mesure de cette souffrance et de décider enfin un soutien aux agents de votre département qui ne peut consister qu'en l'arrêt des suppressions d'emplois !

Nous vous confirmons donc pour terminer que nous ne participerons pas à ce CTL destructeur d'emplois publics et vous demandons expressément de nous donner les moyens nécessaires de façon à permettre le maintien dans notre département d'un véritable service public des Finances au profit des usagers.

Les postes supprimés au verso...

Les postes supprimés au 01/09/2021 :

- **1 A** au SIP de St-Affrique (poste vacant et NRP 2022)
- **1 B** à la Trésorerie d'Argences (poste vacant et NRP 2022)
- **1 B** à la Trésorerie de Marcillac (poste vacant et NRP 2021)
 - **1 C** au SIP d'Espalion (poste vacant et NRP 2022)
 - **1 C** au SIE de Rodez (poste vacant)
 - **1 C** à l'EDR.